



HAL
open science

Dynamiques des territoires ruraux et points de vue des professionnels de l'animation socioculturelle

Cécile Vachée, Christophe Dansac, Alexandre Pagès

► To cite this version:

Cécile Vachée, Christophe Dansac, Alexandre Pagès. Dynamiques des territoires ruraux et points de vue des professionnels de l'animation socioculturelle. 6ème Colloque du Réseau International de l'Animation, Oct 2013, Paris, France. halshs-01222619

HAL Id: halshs-01222619

<https://shs.hal.science/halshs-01222619>

Submitted on 30 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dynamiques des territoires ruraux et points de vue des professionnels de l'animation socioculturelle

Cécile Vachée (MCF, IUT Figeac, LRPMip), Christophe Dansac (MCF, IUT Figeac, LRPMip), Alexandre Pagès (MCF, IUT Belfort-Montbéliard)

L'étude rapportée dans cet article résulte d'un travail mené avec le soutien de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF). Les recompositions - sociale et spatiale – que connaissent les territoires ruraux depuis quelques années sont au cœur de la problématique de ce travail. L'arrivée de nouvelles populations, 'l'urbanisation' des campagnes, l'homogénéisation des modes de vie ainsi que le développement de nouvelles mobilités et technologies redéfinissent les liens tissés avec nos territoires de vie et/ou de travail. Ces changements entraînent de nouveaux besoins, notamment en matière d'intervention sociale. Par exemple, les installations de jeunes couples avec des enfants en bas âge introduisent des besoins en matière d'accueil des jeunes enfants et d'accompagnement à la parentalité. De même, le vieillissement de la population et l'affaiblissement des solidarités familiales accroissent les problématiques d'isolement et de précarité notamment chez les personnes âgées, ce qui renforce les besoins en matière de services à la personne. Les personnels de l'intervention sociale qui œuvrent en milieu rural doivent donc répondre à des besoins grandissants, chez des publics de plus en plus diversifiés. Ces constats posent la question du point de vue que portent les professionnels sur ces publics, mais aussi sur leur environnement de travail (territoire, réseau partenarial, dispositifs, etc.). Il s'agit aussi de comprendre en quoi les différents secteurs professionnels d'activité et les positions des professionnels dans les structures (type de responsabilité, type de poste, contact ou non avec les publics) influencent les représentations. Cet article propose une exploration de ces dimensions avec un regard porté plus particulièrement sur les professionnels de l'animation socioculturelle et ce, à partir d'une approche systémique qui articule l'espace géographique, les systèmes de représentations et le système des acteurs (Moine, 2006). D'un point de vue méthodologique, ce travail repose sur une enquête par questionnaire complétée par des entretiens ainsi que sur des cafés participatifs regroupant des professionnels du champ. Les territoires investigués (Aveyron, Cantal, Corrèze, Creuse et Lot) ont été choisis pour des raisons de faisabilité géographique, pour leur caractère rural et parce qu'ils correspondent au regroupement de 5 Caisses d'Allocations Familiales (De la Marche au Larzac) partenaires de l'enquête.

1. Intervention sociale et recompositions spatiales et sociales des territoires ruraux

Les discours qui portent sur les transformations des territoires ruraux oscillent le plus souvent entre déclin et redynamisation. Le déclin est associé aux problématiques de l'isolement, de l'enclavement, du dépeuplement de certaines zones, aux coûts élevés des transports qui ne viennent pas rééquilibrer les économies réalisées sur d'autres postes comme le logement notamment. Côté dynamisation, on parle aussi d'urbanisation de la campagne, de rurbanisation pour ce qui est du mouvement d'installation des ménages en milieu rural, ce qui introduit des références urbaines à la campagne.

Dans les faits, les campagnes se repeuplent et seules quelques zones rurales isolées se vident encore (comme par exemple la Haute-Marne ou la Creuse selon Dumont, 2009). Le renouveau démographique des espaces ruraux s'est depuis confirmé et amplifié depuis les années 1990 avec environ 8000 habitants supplémentaires chaque année entre 1990 et 1999, puis près de 75 000 entre 1999 et 2007. Les espaces ruraux enregistrent une croissance relative qui reste inférieure de moitié à celle des espaces périurbains (1,3%), mais qui est

supérieure à celle des espaces urbains (0,5%). Cette croissance est liée à un solde migratoire positif, signe réel de leur attractivité, mais le solde naturel y demeure négatif¹.

Les modes de vie évoluent. Habiter et travailler ne sont plus forcément liés au même territoire, les mobilités s'accroissent même si les coûts de déplacement peuvent venir remettre en question cet aspect et accroître les inégalités. La multi-appartenance territoriale (Banos et Candau, 2006) de la plupart des habitants des campagnes bouleverse les repères. Les représentations traditionnelles qui envisagent la ruralité dans une opposition entre deux mondes homogènes (ville et campagne), sont désormais dépassées (Mora, 2008). Plutôt que de recomposition territoriale, il semble plus juste de parler de mutations profondes dans les usages et les cadres de référence des catégories urbain/rural. D'ailleurs le vocabulaire se transforme et on parle désormais d'espaces à 'dominante' urbaine ou rurale. Ces transformations profondes entraînent des besoins inédits en matière d'équipements et d'intervention sociale au sens large. Puisque les usages évoluent, les territoires ruraux doivent être dotés de nouveaux services en direction de publics très diversifiés : petite enfance, jeunes adultes, personnes âgées, personnes en difficultés sociales, etc. D'ailleurs, à la campagne, l'activité est tournée vers les services à la personne puisque c'est le secteur éducation-santé / action sociale qui offre les emplois les plus nombreux selon Roullier 2011 (19 % des emplois).

S'interroger sur le secteur de l'intervention sociale suppose de porter un regard particulier sur les recompositions de l'espace mais aussi et surtout sur la recomposition du lien social. On parlera aussi de formes d'appartenance territoriales (Sencébé, 2011) pour désigner les manières dont les individus sont inscrits dans des lieux et la manière dont ils tissent des relations sociales. Il est légitime de s'interroger sur les impacts qu'ont ces changements sur le travail des intervenants sociaux, sur les manières dont ils positionnent leur relation au travail, aux publics, en fonction de la façon dont eux-mêmes vivent leur territoire et ses évolutions.

On émet l'hypothèse que les représentations du territoire sont empreintes de ces recompositions et transformations, lesquelles influencent le point de vue que portent les personnels sur leur travail et sur leurs publics. Une analyse du territoire en tant que système permet d'articuler des dimensions comme les représentations des professionnels, les caractéristiques spécifiques du territoire et les liens entre les acteurs.

2. Approche systémique des territoires ruraux

Le territoire doit être abordé de manière globale. Il est une construction composée de vécus, d'imaginaires et d'interactions. Banos et Candau (2006) montrent bien qu'il n'existe pas forcément de lien entre les distances spatiales et les distances sociales et qu'il faut plutôt connaître les formes d'appropriation de l'espace rural pour saisir les interactions sociales qui s'y déroulent. Ces formes d'appropriation sont ici interrogées par le biais des représentations du dynamisme et de la vitalité des territoires d'action des professionnels.

L'approche systémique du territoire prend en compte : a- l'espace géographique approprié et aménagé par l'homme et les interrelations entre les aspects sociaux, naturels, institutionnalisés qui le composent ; b- le système des représentations et filtres idéologiques qui influencent les acteurs dans leurs prises de décisions et dans leurs choix ; c- le système des acteurs eux-mêmes (Moine, 2006). L'espace géographique contient des objets qui entretiennent des relations entre eux par l'intermédiaire des acteurs. Par exemple, des services attractifs

¹ Insee Economie Lorraine n°205-206, février 2010.

attireront des populations lesquelles attireront à leur tour des services. Ces objets structurent l'espace ce qui permet de transcender l'approche réductrice par le seul filtre de l'appropriation.

Les représentations sociales ont une visée à la fois symbolique et pratique. Elles constituent un instrument d'orientation de la perception des situations et d'élaboration des réponses et permettent la stabilisation du cadre de vie des individus et des groupes (Moscovici, 1961). La représentation agit comme un système de repérage, qui permet à l'individu de considérer l'espace social dans lequel il vit, et de produire des comportements en adéquation avec cette perception. Cet aspect s'appliquant au groupe (habitants, professionnels, touristes), on assistera à la production d'une réalité commune sur un territoire donné qui orientera les conduites. Par exemple, les représentations de l'attractivité et du dynamisme des territoires peuvent influencer les pratiques des professionnels, du moins influencer leurs discours sur les publics, sur les difficultés de ces derniers, et sur les réponses à donner.

L'approche systémique implique également de considérer les interactions entre les acteurs qui composent le territoire, ainsi que les jeux d'influence et de pouvoir entre les différents groupes qui se forment et se déforment. Or les acteurs d'un territoire jouent des rôles multiples, ils peuvent être à la fois habitant, élu, intervenant social, représentant des parents d'élèves, etc. Ce concept d'acteurs 'multi-casquettes' (Gumuchian et al., 2003) force l'abandon des catégories d'acteurs au profit de la qualification de l'action des acteurs ou même de l'action organisée au sens de Crozier et Friedberg (1977). Ici, c'est avant tout le discours sur l'action qui est questionné, en lien avec la réalité de la situation professionnelle (statut, structure, secteur d'activité, contact avec les publics ou non) et non l'action en tant que telle pour des raisons méthodologiques.

3. Méthodologie

Un questionnaire a été construit et diffusé à une liste de structures des 5 départements étudiés. Ce questionnaire permet de recueillir le point de vue des professionnels au sujet des dynamiques locales, des publics accueillis, de leurs besoins, des perceptions des actions mises en place sur le terrain et des réseaux de partenaires. Le questionnaire a été principalement destiné aux personnels qui interviennent dans les structures et domaines suivants (milieu ouvert) : l'accueil et l'accompagnement des personnes et des familles en difficulté ; les lieux d'accueil et d'orientation destinés aux jeunes (Missions Locales, Bureaux Information jeunesse) ; les lieux d'accueil de la petite enfance et les centres de loisirs sans hébergement ; les structures associatives dédiées aux services à la personne ; les centres sociaux ayant une vocation plus généraliste. Pour compléter l'enquête par questionnaire, des entretiens avec des professionnels de l'intervention sociale ont été menés par les étudiants. Enfin, deux 'cafés participatifs' ont été organisés avec des professionnels du champ. Cette méthode consiste à favoriser et à faciliter la parole de chacun et permet une pollinisation de 'bonnes idées' afin que l'on dispose d'un inventaire le plus exhaustif possible de connaissances sur les expériences et compétences en présence. Lors de ces rencontres, il a été demandé aux professionnels d'exprimer quelle était l'expérience qui les avait le plus fait 'vibrer' et quelles seraient les conditions idéales et nécessaires pour pouvoir reproduire ces expériences et pour les étendre à d'autres acteurs du territoire.

4. Résultats

Nous avons recueilli 200 questionnaires valides et réalisé une vingtaine d'entretiens. Pour le traitement des questionnaires, nous avons fait le choix de ne mentionner que les relations et différences statistiquement significatives au seuil de .05. Ainsi donc le lecteur saura qu'à

chaque fois qu'il lit une conclusion de différence ou de lien entre des variables ou des groupes, la relation (la plupart du temps mesurée par un χ^2 de Pearson) est statistiquement significative. Cela ne signifie en rien que les résultats peuvent être généralisés à une quelconque population, il s'agit juste d'un critère de décision visant à faciliter la démarche exploratoire et à négliger ainsi les phénomènes qui n'auraient pas assez d'ampleur.

4.1. Des représentations du territoire contrastées et des différences selon les départements

Quelques données de cadrage permettent de situer le contexte démographique des territoires sur lesquels porte notre enquête. Les 5 départements concernés possèdent un solde naturel négatif. En revanche, ils connaissent tous un taux d'accroissement annuel positif dû à un solde migratoire positif. Le Lot affiche un taux de croissance migratoire supérieur à la moyenne nationale et fait partie des départements qui bénéficient d'une bonne attractivité (héliotropisme). L'Aveyron et la Corrèze affichent une croissance moindre mais leur image de tranquillité et la présence d'infrastructures autoroutières (A20 et A75) préservent une attractivité relative. Le Cantal et la Creuse se dépeuplent en raison d'un solde naturel négatif (peu de naissance et pyramide des âges vieillie) qui n'est pas compensé par le solde migratoire (Dumont, 2009). Dans notre enquête, nous avons testé les représentations des territoires autour d'une vision plutôt positive (dynamisme), d'une vision neutre (en voie de métamorphose) et d'une vision plutôt négative (handicaps et déclin). La vitalité des territoires est mesurée par l'intermédiaire de trois modalités : est en voie de vieillissement, voit l'arrivée de nouvelles populations, accueille des personnes en grande difficulté.

Les résultats de notre enquête permettent de caractériser les représentations des territoires chez les professionnels de l'intervention sociale. Même si l'on doit rester très réservés sur la généralisabilité de ces résultats (effectifs modestes dès que l'on réalise des tris croisés et différences de profils chez les répondants), on peut tout de même constater des disparités dans la façon dont les professionnels considèrent leur territoire d'action.

On note peu de différences entre les départements quant à la représentation globale de leur dynamisme. En revanche, on s'aperçoit qu'en ce qui concerne leur vitalité (tableau 1), il y a des différences significatives qui peuvent s'expliquer par les différences de répondants : les répondants du Cantal estiment plus leur territoire en voie de vieillissement généralisé, alors que les répondants de la Corrèze estiment plus que leur territoire accueille des personnes en grande difficulté. Les Lotois perçoivent plus que les autres leur territoire comme accueillant des nouveaux arrivants avec de nouveaux besoins, et pour cela on peut se demander si c'est parce que le département est plus attractif ou parce que les répondants sont plus impliqués dans le développement local. Les problèmes d'accès aux services publics de proximité sont plus pointés dans deux départements : en Corrèze, où ils pourraient s'expliquer par les caractéristiques des répondants (travaillant pour des collectivités territoriales en majorité), mais aussi en Aveyron où il n'y pas d'explication possible par les activités des répondants.

Vitalité du territoire	Est en voie de vieillissement généralisé	Voit l'arrivée de nouvelles populations ayant de nouveaux besoins	Accueille des personnes en grande difficulté
Département			
Aveyron	35,0%	50,0%	10,0%
Cantal	37,9%	34,5%	24,1%
Corrèze	16,3%	44,9%	30,6%
Creuse	50,0%	37,5%	12,5%
Lot	26,8%	63,4%	7,3%
TOTAL	31,5%	48,0%	16,5%

Tableau 1 : Perceptions de la vitalité du territoire en fonction du département

Il faut cependant se pencher sur l'influence des secteurs d'activité des répondants pour affiner cette analyse. En effet, le secteur d'activité fait varier les types de publics accueillis, les activités, les problématiques rencontrées, les attentes des publics, les choix politiques en matière de réponses à donner. Les enjeux territoriaux (fixation des populations, attractivité pour les jeunes couples...) ne sont pas les mêmes, on le sait, en ce qui concerne le secteur gérontologique ou les secteurs enfance/jeunesse par exemple dans un département qui vieillit et se dépeuple.

4.2. Travailler dans le secteur de l'aide sociale renforce la vision négative du territoire

On retrouve une prépondérance de la vision neutre chez les répondants impliqués dans les services à la personne (figure 1) par rapport aux autres (53.9% contre 32.7) et une plus forte probabilité de vision négative chez les personnes impliquées dans des structures d'aide et d'action sociale (46% contre 25.4% chez les autres).

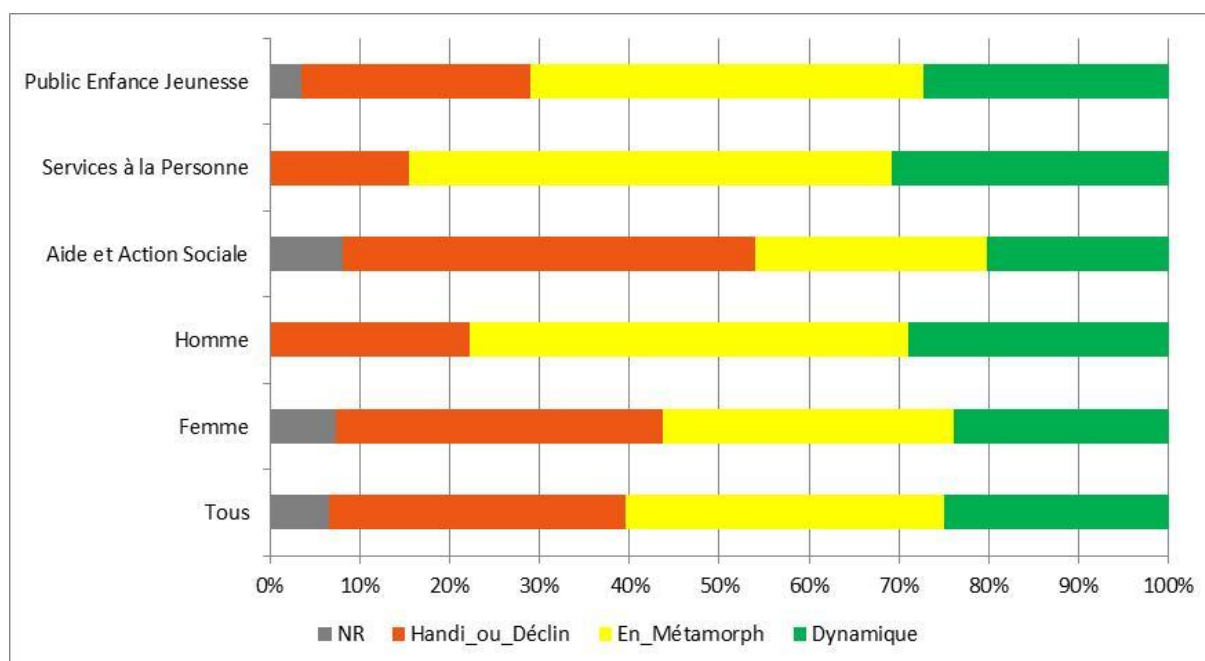


Figure 1 : Liens entre secteur d'activité et représentations du territoire

Les personnes qui travaillent avec des publics en difficultés ou en situation de dépendance développent une vision plutôt négative du territoire (figure 2). Les résultats des entretiens confirment et affinent ces résultats. Les assistant.e.s social.e.s (AS) ou les conseiller.e.s en économie sociale et familiale (CESF) perçoivent le milieu rural comme une entité isolée et enclavée avec des problèmes exacerbés pour les familles. En revanche, les répondants travaillant dans le secteur de l’animation socioculturelle et/ou associatif pensent que leur travail et leur structure dynamisent le territoire et que la présence d’un centre social par exemple est source de lien social dans des territoires en voie de métamorphose. Même s’ils ont conscience des difficultés et problématiques des familles (économiques, isolement et mobilité, logement, emploi), pour eux, les solidarités locales existent et participent de cette vision plutôt positive.

La représentation du dynamisme du territoire est significativement liée à la vitalité démographique perçue. Ainsi, ceux qui considèrent le territoire comme dynamique ou comme en voie de métamorphose sont proportionnellement plus nombreux à voir le territoire comme accueillant des populations dotées de besoins nouveaux (respectivement 66 et 57.7% contre 27.3% pour ceux qui ont une vision négative) et moins nombreux à voir le territoire en voie de vieillissement généralisé (22 et 25.3% contre 47%). Les répondants pensant que ces territoires accueillent des personnes défavorisées sont d’autant plus nombreux que la vision est négative (8%, 15.5% et 21.2 % respectivement).

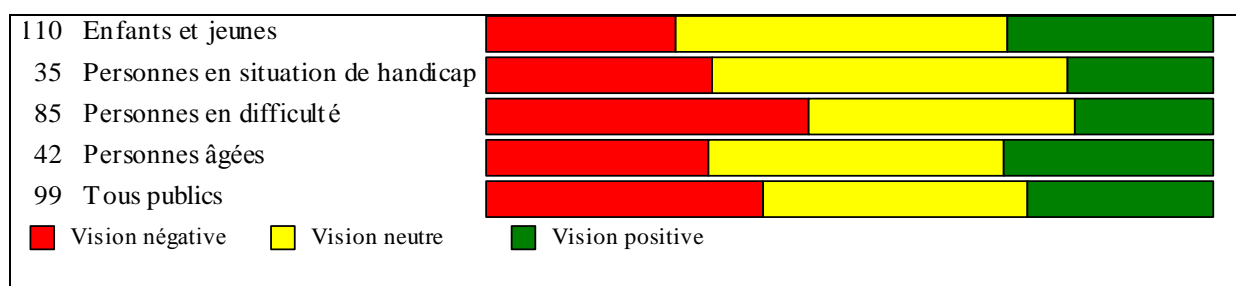


Figure 2 : Liens entre publics cible et représentations du territoire

Concernant la vitalité du territoire, le constat est sensiblement le même : les personnels de l’action sociale et des services à la personne trouvent plus que les autres que le territoire est en voie de vieillissement généralisé. Les besoins de nouvelles populations sont majoritairement reconnus, quel que soit le secteur d’activité en revanche, les personnels de l’aide sociale perçoivent davantage l’arrivée de personnes en difficulté (figure 3).

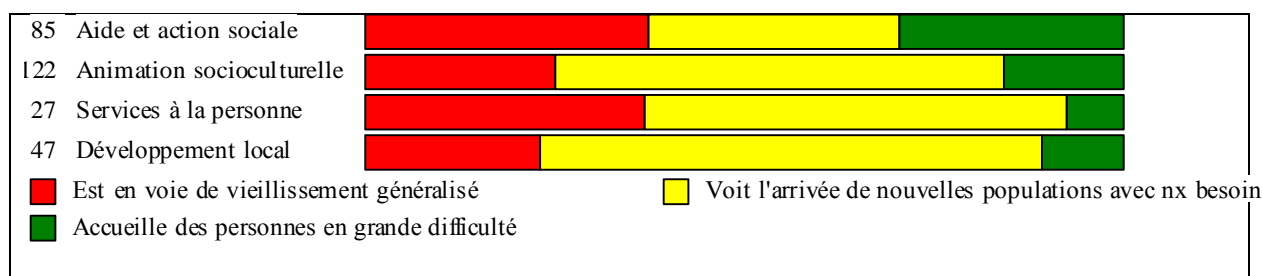


Figure 3 : Vitalité du territoire et domaine d'intervention

Enfin, lorsque l’on pose la question du devenir des territoires ruraux, la liaison entre secteur d’activité et résultats obtenus est significative comme le montre le tableau 2.

Domaine d'intervention/ Devenir des espaces ruraux	Ils tendront à se développer et à offrir un nouveau cadre de vie pour les citoyens	Ils seront délaissés et connaîtront un déclin inéluctable	Ils seront marqués par le vieillissement de la population	Ils deviendront des espaces refuge pour les ménages ayant de faibles revenus et les personnes en difficulté d'insertion
Aide et action sociale	23,3%	7,8%	33,3%	28,9%
Enfance jeunesse	40,0%	5,6%	25,6%	22,4%
Services à la personne	53,8%	0,0%	38,5%	3,8%
Développement local	52,0%	4,0%	24,0%	12,0%
TOTAL	36,5%	5,5%	29,5%	21,5%

Tableau 2 : Perceptions du devenir des territoires ruraux et secteurs d'activités²

Ce sont les problématiques traitées et rencontrées par ces différents professionnels qui expliquent ces résultats. Cependant, on peut se questionner sur le degré de conscientisation qu'ont ces professionnels de leurs propres systèmes de représentations et sur l'importance de l'influence de ces représentations sur leurs actions puisque l'on sait que les représentations sont productrices d'actions. Dans les discours, les professionnels font bien la distinction sur les motifs qui président l'usage des services d'intervention sociale. Les publics de l'aide sociale 'n'ont en général pas choisi' de venir dans les structures ou de demander de l'aide alors que les usagers des centres sociaux et des structures de l'animation socioculturelle choisissent, les adhésions y sont volontaires. Cette caractéristique est fondamentalement explicative de la vision qu'ont les professionnels de leurs publics et par extension de leur territoire. Ces acteurs par leurs comportements et système de représentations 'font' le territoire. Les représentations des acteurs, professionnels, habitants et usagers et les multiples appartenances territoriales s'alimentent entre elles selon des boucles de rétroaction que pointe l'approche systémique. Pour aller plus loin, notre enquête explore plus en détails les représentations qu'ont les professionnels des publics qu'ils accueillent. Cela permet de consolider l'analyse des liens que l'on peut faire entre représentations du territoire, domaine d'intervention, perceptions des usagers et actions à mener avec ces usagers.

4.3.La perception des publics dépend avant tout du domaine d'intervention

Plusieurs qualificatifs des usagers étaient proposés dans le questionnaire (les termes employés dans le formulaire étaient publics ou usagers). Les répondants pouvaient cocher 3 réponses maximum. Dans l'ensemble, les publics sont considérés comme demandeurs (70% des citations), en confiance (41%), isolés (31%) puis consommateurs (30%). Les différences entre départements sont peu significatives, si ce n'est qu'en Corrèze, les publics sont davantage considérés comme isolés et peu fidèles, mais ces résultats sont à nuancer car les répondants

² La dépendance est très significative. $\chi^2 = 22,52$, $ddl = 9$, $1-p = 99,26\%$. Les cases bleues (roses) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique. Le χ^2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes).

travaillent en majorité dans les collectivités territoriales, ce qui peut influencer les réponses. Même si, tous secteurs d'activités confondus, les publics sont avant tout demandeurs, ils sont ensuite considérés comme 'consommateurs' puis 'en confiance' par les professionnels des secteurs de la petite enfance, de la jeunesse et du soutien à la parentalité. En revanche, ils sont ensuite 'isolés' et 'en confiance' pour les professionnels de l'action sociale et ensuite 'dépendants' et 'en confiance' pour le secteur des services à la personne.

Si l'on regarde encore plus finement les résultats, la représentation d'utilisateur 'demandeur' est moins fréquente chez les personnes en position de coordination dans leur structure que pour les autres. Elle est encore plus souvent utilisée par les personnes travaillant avec des publics en difficulté d'insertion (78.9% contre 66.4% pour ceux qui ne travaillent pas avec ce type de public). Le qualificatif 'isolé' est plus souvent utilisé par les répondants venant de collectivité territoriale ou d'organisme de protection sociale que par ceux qui viennent des associations. Il est utilisé plus souvent par les répondants travaillant dans l'aide et l'action sociale (47.3% contre 21.4 pour les autres), moins souvent par ceux qui agissent dans l'animation (21.4 %, 36.1 pour les autres). On l'emploie plus fréquemment quand on travaille avec des personnes âgées (45.4%) que lorsque ce n'est pas le cas (26.9%). Il en est de même avec le travail auprès des publics en difficulté d'insertion (47.4%) et le public handicapé (52.8%). Dans les entretiens, les AS et les CESF parlent de publics peu reconnaissants, peu participatifs et demandeurs.

Pour la qualification de public 'mal informé', on constate qu'elle est moins fréquemment utilisée par les répondants venant des services à la personnes que par ceux qui n'en viennent pas (7.7% contre 25.9%) et plus souvent par ceux qui travaillent à l'insertion des jeunes (43.7% contre 21.7%). Les personnes travaillant avec des publics en difficulté d'insertion sont les seuls à utiliser cette qualification plus fréquemment que ceux qui ne travaillent pas auprès de cette catégorie de publics (33.3% contre 19.6%).

La qualification de 'dépendant' se trouve avec plus de fréquence chez les répondants venant de l'action sociale (23% contre 13.5% pour ceux qui n'en viennent pas), des services à la personne (46.1% contre 12.6%) et de l'animation (10% contre 20.7%). Elle est plus souvent utilisée par les répondants dont les publics sont les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les handicapés, et bien entendu pour les publics en situation de dépendance.

L'utilisateur est plus souvent perçu comme 'consommateur' dans les associations que dans les autres types de structure. Ce qualificatif est plus souvent utilisé par les répondants qui œuvrent dans les structures d'animation que par ceux qui ne font pas d'animation (48.6% contre 20%), et moins souvent utilisé quand on est dans une structure d'aide et d'action sociale que sinon (14.9% contre 38.9%). Ce qualificatif est moins souvent utilisé dans les structures travaillant avec des handicapés (11.1%) ou avec des publics en difficulté d'insertion (17.5%) que dans celles où on n'en accueille pas (contre respectivement 34.1% et 35%).

La qualification d'utilisateur 'en confiance' se retrouve moins souvent dans les structures s'occupant de l'insertion des jeunes que dans les autres (12.5% contre 43.5%), et plus souvent chez ceux qui travaillent avec des enfants ou des jeunes que pour ceux qui travaillent auprès d'autres publics (47.4% contre 32.6%).

Enfin le qualificatif d'utilisateur 'fidèle' est significativement plus souvent utilisé par les répondants du secteur de l'animation (37.1% contre 17.7 autrement) et du soutien à la parentalité (33.3% contre 21.5) et moins souvent utilisé dans le secteur de l'aide et de l'action sociale (8.1% contre 34.1%). De manière cohérente, on l'utilise beaucoup plus souvent quand

on vient d'une structure travaillant avec des publics d'enfants et de jeunes (30.7% contre 16.3%).

On constate donc un lien de dépendance assez fort entre le domaine d'intervention et la perception des publics. La nature de la relation avec les publics influence leurs représentations. La distance/proximité avec les publics joue un rôle important dans l'actualisation de l'ensemble de ces systèmes de représentations : on peut faire l'hypothèse qu'il existe de grandes différences entre les professionnels qui interagissent avec les publics en face à face, plus ou moins au quotidien, et entre les professionnels qui exercent des missions de coordination ou des tâches davantage administratives. On peut aussi se demander comment ces représentations influencent la construction des projets et actions menées sur un territoire. Si un public est considéré comme consommateur, les projets ne seront-ils pas orientés pour le satisfaire au détriment d'objectifs socio-éducatifs ? Les discussions lors des cafés participatifs laissent entrevoir une part de pessimisme et de résignation chez certains intervenants de l'animation socioculturelle qui sont tentés par la facilité de proposer des projets 'qui plaisent' en laissant de côté leurs objectifs éducatifs et participatifs. A contrario, un public perçu comme 'fidèle' pourra motiver les animateur.rice.s dans le montage de projets participatifs au long court et ainsi rendre opérationnelle la fonction de création de lien social. Les propos recueillis dans les entretiens confirment cette tendance. Les personnels des secteurs enfance/jeunesse et de l'animation parlent de l'investissement et de la participation des publics. Ils trouvent qu'ils sont moins consommateurs qu'en ville où l'offre est plus large.

Notre enquête ne permet pas d'établir la corrélation entre représentations et actions menées mais elle renseigne tout de même sur les perceptions du dynamisme associatif sur un territoire, ainsi que sur la présence ou non de dispositifs participatifs (ainsi que de réunions d'informations et de débats publics), et sur les perceptions des actions innovantes menées.

Quand les répondants mentionnent l'existence de débats participatifs, ils sont plus nombreux à qualifier l'utilisateur d'attentiste (18% contre 6.7% quand ils ne signalent pas de débat) et de consommateur (45% contre 25.3%). Ce dernier qualificatif est également plus fréquemment attribué aux usagers par les répondants qui signalent des réunions d'information (38.3%) que par ceux qui n'en signalent pas (20.4%) et par ceux qui mentionnent des réunions publiques (35.2% contre 23.9). Ces derniers qualifient moins fréquemment les usagers de dépendants (11.1%) que ceux qui ne mentionnent pas de réunions publiques (23.9%).

Paradoxalement, les répondants ne signalant pas de dispositif de consultation publique qualifient plus fréquemment (18.4%) les usagers de revendicatifs que ceux qui en signalent (4.9%) et de manière tendanciellement significative les qualifient plus fréquemment de mal informés (34.2% contre 21% pour ceux qui signalent un dispositif quel qu'il soit).

Ce sont les personnels du secteur de l'animation qui pensent le plus qu'il existe une dynamique de la part des associations et des bénévoles. Les projets menés en partenariats avec des acteurs associatifs du territoire peuvent expliquer ces résultats mais ils restent tout de même peu significatifs en termes d'écart avec les autres secteurs d'activité.

4.4. L'animation socioculturelle : un secteur spécifique ?

Différentes fonctions de l'animation ont été décrites par Gillet (1995) qui permettent d'expliquer les forces qui interagissent dans le champ psychologique de l'animateur (Vachée et Dansac, 2013). Parmi ces forces, on identifie celles qui l'orientent vers des valeurs (fonction militante), vers des publics (fonction médiatrice), vers des pratiques (fonction

technicienne). L'équilibre de ces forces permet le développement de compétences spécifiques et stratégiques propres au champ de l'animation. Les valeurs propres au champ (lien social, émancipation et autonomisation des publics, changement social...) participent de la production de références communes pouvant conduire à la construction d'identités professionnelles plus ou moins marquées. L'identité se construit dans la relation au travail (Sainsaulieu, 1985) et par extension dans la relation aux publics. Cette relation aux publics peut être plus ou moins distante selon que l'on exerce des fonctions de coordination ou d'animation dite 'de terrain'. Notre enquête permet d'analyser l'influence de cette proximité/distance sur les représentations des dimensions qui nous préoccupent. Les résultats montrent les liens de dépendance entre cette variable et la perception des territoires et des usagers.

4.4.1. La proximité avec les publics rend légèrement plus optimiste

Parmi les 200 répondants du secteur de l'intervention sociale, 64 personnes travaillent dans des structures qu'elles déclarent relever de l'animation, dont 44 sont en position de coordination ou de chef d'équipe, et 20 sont animateurs sans fonction de coordination. Il faut mentionner que sur ces territoires ruraux, les structures sont de taille modeste avec de faibles effectifs, les animateurs se retrouvent donc assez facilement dans une position de coordination. Comme dans les métiers de l'animation en général, ces animateurs sont plus souvent des animatrices (69%) et la proportion d'hommes occupant des fonctions de coordination est plus importante (34%) que celle des animateurs de terrain (25%) montrant une surreprésentation des hommes aux postes à responsabilité (Bacou, 2010). Ces coordinateurs sont en moyenne plus âgés que les animateurs de terrain et ont plus d'ancienneté dans leur activité.

En ce qui concerne la représentation de leur territoire, on observe une différence significative entre les deux catégories d'acteurs ($\chi^2=15.16$, $df=3$, $p<.01$). Alors que les animateurs de terrain sont nombreux à le considérer comme dynamique (45%), les coordinateurs le voient plus facilement comme handicapé ou en voie de déclin (32% des répondants contre 20%) ou comme étant en métamorphose (56% contre 25%). Malgré cela, la perception de la vitalité du territoire (en termes de publics accueillis) est équivalente dans les deux groupes. En revanche, aucun animateur.rice de terrain ne pense que ces territoires seront délaissés alors que 6,8% des coordinateurs le pensent.

En ce qui concerne la représentation des usagers, alors qu'aucun des animateurs de terrain ne les qualifie d'attentistes, 14% des coordinateurs mentionnent cette caractéristique. On trouve une confirmation de cette image avec la mention de la caractéristique d'usagers demandeurs qui apparaît chez 85% des animateurs de terrain, alors qu'elle n'apparaît que chez 54.5% des coordinateurs. Par contre, la caractéristique de confiance des usagers, très importante pour les structures d'animation et notamment dans l'accueil des publics jeunes ou très jeunes, est significativement plus mentionnée par les coordinateurs (48%) que par les animateurs de terrain (20%). Le critère de confiance serait donc d'autant plus important que le professionnel acquiert de l'expérience et qu'il possède des responsabilités.

Enfin, les cafés participatifs nous enseignent que ce qui fait vibrer les coordinateurs et les animateur.trices de terrain n'est pas tout à fait du même ordre. Chez les coordinateurs, ce qui semble le plus important relève de la démarche qui mène au projet. Chez les intervenants de terrain, c'est davantage le fait que le projet fonctionne donc les résultats qui importent ainsi que le contact humain.

Notre enquête montre donc que dans le secteur de l'animation, on se retrouve avec une dichotomie entre deux types d'acteurs. D'une part, des intervenants au contact des publics, qui ont une représentation plus segmentaire de l'action sociale et de leur territoire d'action, essentiellement liée à leur fonction, aux dispositifs qu'ils mobilisent et aux publics auxquels ils sont confrontés. D'autre part, des coordinateurs qui ont une vision plus globale, plus intégrée de l'intervention sociale, avec une sensibilité à la multiplicité des acteurs impliqués et des actions mises en place. Ces coordinateurs, soumis à la restriction par les fonctions qu'ils occupent, n'ont qu'une vision partielle (puisque n'étant pas au contact direct des publics), et ont finalement des représentations qui peuvent diverger de celles des intervenants de terrain. Cette forme de sectorisation se caractérise à un autre niveau : entre les coordinateurs de l'animation et les coordinateurs des autres secteurs de l'intervention sociale.

4.4.2. La connaissance des actions menées et des partenariats est sectorisée

On compare ici les coordinateurs du secteur de l'animation avec les autres répondants en position de coordination. La perception du territoire et de ses besoins montre de légères variations d'une catégorie de coordinateurs à l'autre. Alors que les coordinateurs des autres secteurs manifestent un fort niveau d'accord sur la proposition selon laquelle il n'y a pas assez d'actions et de structures pour la jeunesse, les coordinateurs de l'animation sont plus mitigés sur cette affirmation et un nombre non négligeable (25%) s'affirment en désaccord total. C'est l'inverse en ce qui concerne le manque d'accès à des services publics de proximité où ce sont cette fois les professionnels de l'animation qui manifestent un accord prononcé alors que les autres intervenants sociaux sont mitigés.

En ce qui concerne les actions existantes, les coordinateurs 'autres' ont moins de visibilité sur les projets intergénérationnels, qui sont plus considérés comme étant à renforcer par les animateurs, et l'accès aux biens culturels est plus souvent considéré comme très présent par les premiers alors que les animateurs les trouvent (bien entendu) plus fréquemment comme étant à renforcer. Concernant les partenaires institutionnels de l'action, les coordinateurs en animation diffèrent des autres en ne citant jamais l'appui de la PMI (ce qui arrive pour 12% des autres coordinateurs), et un peu plus souvent la DDJS, ce qui est compréhensible au regard des missions qu'ils ont. Pour ce qui est des autres partenaires, les coordinateurs des autres secteurs sont plus nombreux à citer l'appui par les pairs que les animateurs (21% contre 7%) qui eux citent plus fréquemment l'appui des fédérations (25% contre 6% seulement pour les autres coordinateurs).

Conclusion : Vers une approche systémique des fonctions de l'animateur.trice ?

Cette enquête permet, entre autres, de qualifier certains liens entre représentations des publics et représentations des territoires. Les personnels de l'aide et de l'action sociale, on l'a vu, sont davantage pessimistes sur le dynamisme des territoires et qualifient les publics autour de leurs difficultés plus que sur des dimensions de participation, de fidélité ou d'autonomie comme c'est plus le cas dans le secteur de l'animation. Nous avons déjà dans un précédent travail modélisé les différentes forces qui influencent les fonctions professionnelles des animateur.trices. Parmi ces éléments, nous avons identifié celles qui proviennent de la structure, de la gouvernance, des financeurs et des partenaires et aussi des publics. L'enquête présentée ici permet d'une part de compléter la connaissance des influences provenant du public (et de ses représentations) et d'autre part d'ajouter la dimension territoriale à

l'ensemble de l'analyse. Les représentations (ou les caractéristiques réelles) des publics ont un impact sur le travail des animateur.trice.s : par exemple la résistance des publics (perçue ou réelle) peut engendrer de la part des équipes une plus grande réflexion sur le sens et le besoin de captation de ces publics. De même, l'engagement des usagers, parce qu'ils adhèrent au projet et aux valeurs de la structure, stimulera les fonctions militante et médiatrice de l'animateur (Vachée & Dansac, 2013). Le territoire (ses acteurs, ses atouts, ses handicaps) représente une dimension supplémentaire à articuler au sein de l'approche systémique, laquelle permet de saisir au mieux les liens d'interdépendance en jeu dans les dynamiques qui président le travail des intervenants sociaux, et plus particulièrement des intervenants de l'animation socioculturelle.

Bibliographie

Bacou Magalie, 2010. *Parcours sexués et processus de professionnalisation dans les métiers de l'animation en accueils de loisirs* (Thèse de Doctorat de 3ème Cycle). Université Toulouse 2 le Mirail, Toulouse.

Banos Vincent et Candau Jacqueline, 2006. « Recomposition des liens sociaux en milieu rural », *Espaces et sociétés* 4/2006 (n° 127), p. 97-112.

Crozier, Michel et Friedberg Ehrard, 1977. *L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*. Paris: Editions du Seuil.

Dumont Gérard-François, 2009. « Recomposition des territoires Les douze France », *Population & Avenir*, 2009/4 n° 694, p. 4-7.

Gumuchian Hervé, Grasset Eric, Lajarge Romain, et Roux Emmanuel, 2003. *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Éditions Economica, Coll. Géographie, Anthropos

Moine Alexandre, 2006. « Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie », *L'Espace géographique*, 2006/2 Tome 35, p. 115-132

Mora Olivier, 2008. *Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030*, Versailles, Editions Quæ « Update Sciences & Technologies ».

Moscovici Serge, 1961. *La psychanalyse, son image et son public*. Paris, P.U.F.

Roullier Clothilde, 2011. « Le monde rural : quelques données de cadrage », *Informations sociales*, 2011/2 n° 164, p. 6-9.

Sainsaulieu Renaud, 1985, *L'identité au travail. Les effets culturels de l'organisation*, Paris, Presses de la FNSP.

Sencébé Yannick, 2011. « Multi(ples) appartenances en milieu rural », *Informations sociales*, 2011/2 n° 164, p. 36-42

Vachée, Cécile et Dansac Christophe, 2013. Troquer le changement social contre les bonnes pratiques de gestion : L'animation face aux transformations du secteur associatif. In J.-L.

Richelle, S. Rubi, & J.-M. Ziegelmeier (Éd.), *L'animation socioculturelle professionnelle, quel rapport au politique* (p. 115 130). Bordeaux, France: Carrières Sociales Editions.